Scandale du château de Grignon : des meubles d’exception vendus pour une bouchée de pain par l’État (MàJ : une fonctionnaire condamnée, sa direction organise une cagnotte pour la soutenir)

17/10/2025 à 10h17



17/10/2025

Condamnée en décembre 2024 à **3 000 € d’amende** par la Cour des comptes pour la **vente bradée du mobilier du château de Grignon**, une agente de la DGFIP a reçu un soutien pour le moins surprenant : son propre directeur, **Alain Caumeil**, a appelé en mai ses collègues à « *matérialiser ce soutien* » via une **enveloppe au bureau 402** et une **cagnotte en ligne**, qui affiche **1 849 €** récoltés.

Problème : la **loi de 1881** interdit les collectes destinées à

payer une amende judiciaire. « *C'est une manière de contourner la sanction… et c'est signé d'un directeur d'administration !* » dénonce **Julien Lacaze**, président de **Sites et Monuments**. Dans les rangs de la DGFIP, l'embarras domine : « *Notre direction remet en cause une décision de justice, chose contraire à l'État de droit.* »

Le Parisien

26/02/2024

> *🚨 INFO LE PARISIEN | Un château des Yvelines va de nouveau accueillir 200 réfugiés africains venus de Mayotte*
> *🗞️ https://t.co/FMtTt3agd0 pic.twitter.com/AWtQETAspH*
>
> *— Le Parisien (@le_Parisien) February 26, 2024*

04/01/2023

« Je reconnais qu'il y a eu une erreur. On n'aurait jamais dû vendre certains meubles. » Alain Caumeil, à la tête de la Direction nationale d'interventions domaniales (DNID), ne le nie pas. Le mobilier du château de Grignon dans les Yvelines, berceau de l'agronomie française depuis Charles X (1826) et classé monument historique depuis 1941, n'aurait pas dû quitter ses murs dans ces circonstances.

(…)

« La cession réalisée est illégale, confirme le ministère de l'Agriculture. Une procédure en nullité de vente pour les fauteuils et canapés réalisés par l'ébéniste Jean Baptiste Sené ainsi que la console va être introduite. » « L'erreur » qu'il reconnaît dans l'organisation de ces enchères, c'est d'avoir aveuglément fait confiance à l'école agronomique. Venues pour des véhicules et du matériel agricole à vendre,

les équipes de la DNID auraient appris, une fois sur le site de Grignon, qu'elles devaient aussi gérer la vente de plusieurs meubles. Mais le mobilier en question est entassé dans une pièce de stockage depuis plusieurs décennies. Faute de pouvoir y avoir accès, les organisateurs se fient aux dires d'AgroParisTech qui fournit lui-même des photos floues et présente les objets comme étant « de style » au lieu de leur accorder leur caractère « d'époque ». Résultat, une console en bois de 1780 est mise à prix à 40 euros et adjugée en ligne à 2 250 euros… avant de partir à 13 000 euros quatre mois plus tard lors d'une vente organisée à l'hôtel Drouot. (…)

(…)

L'association pointe « une chaîne de défaillances » à l'origine de « cet immense gâchis ». « Cette affaire est révélatrice d'une administration française qui perd le contact avec son histoire et finit par faire n'importe quoi, s'agace Julien Lacaze, son président. Il s'agit d'une énorme erreur d'appréciation, suivie de décisions émanant de technocrates incultes. » Le 15 novembre, Sites et monuments a adressé un courrier aux ministères de l'Agriculture, de l'Économie et de la Culture, pour réclamer « une mission d'inspection conjointe » susceptible d'éclaircir « la nature des dysfonctionnements intervenus ».

(…)

L'avenir du domaine de Grignon toujours en suspens
Dans son écrin de 300 ha le vieux château de Grignon ne sait toujours pas quel avenir on lui réserve. (…) **Depuis mi-décembre, le château abrite un centre d'accueil pour les sans-abri, géré par Emmaüs Solidarité.** (…)

Le Parisien

Château de Grignon : tout le patrimoine de l'État bradé à une vente aux enchères qui n'a eu aucune publicité ; l'État estimait à quelques dizaines d'euros des meubles valant des centaines de milliers d'euros (MàJ : le château hébergera 200 migrants)

17/12/22

https://www.fdesouche.com/2022/12/17/le-ministre-du-logement-olivier-klein-requisitionne-le-chateau-de-grignon-78-pour-mettre-a-labri-les-plus-en-detresse-autrement-dit-y-seront-loges-200-migrants

---

2/12/22

À l'heure où *Affaire conclue* cartonne à la télé et où tout le monde veut faire expertiser les bibelots de sa grand-mère, l'État vient de faire la démonstration qu'il n'a jamais vu l'émission animée par Sophie Davant et, surtout, qu'il ne sait pas à quoi sert un expert en art et objets d'art – du moins tant que le cabinet McKinsey n'en propose pas. Nos confrères de *La Tribune de l'art* et du *Canard enchaîné* viennent de soulever un lièvre mettant la honte aux fonctionnaires pour des générations. Début novembre, des marchands d'art et commissaires-priseurs attirent leur attention sur des meubles d'époque Louis XVI et autres, d'excellente provenance, figurant dans les ventes de Drouot et d'ailleurs. Ceux-ci proviennent du château de Grignon, dans les Yvelines, domaine

public dont le mobilier a été **mis aux enchères par l'État sans aucune publicité.**

Apparemment, **tout a été bradé**. Exemples de bonnes aubaines ? **Une console prétendument expertisée « de style », c'est-à-dire pas « d'époque », estimée à 40 euros, vendue pour guère dix fois plus. Elle s'est révélée dater de 1780 et est partie à Drouot en novembre pour 13 000 euros. Vingt chaises estampillées d'un menuisier fournisseur de la cour de Louis XVI, estimées à 170 euros le lot par l'État, adjugées 6 240 euros. Elles sont en réalité estimées aujourd'hui par les experts – on aurait envie de dire par les vrais professionnels – entre 300 000 et 500 000 euros** ! France Domaine, gestionnaire des cessions de l'État, reconnaît la bourde. Mais **ni le ministère de l'Agriculture, gérant du lieu, ni celui de la Culture n'ont levé le petit doigt. La loi les obligeait pourtant à soumettre le contenu du château au Mobilier national, institution dont la mission est, justement, de protéger le patrimoine mobilier. Celui-ci n'était même pas au courant.**

[…]

Télérama

Hier sur Fdesouche

> *La Commission européenne dépense 387 000€ pour se promouvoir dans le métavers auprès des 18-35 ans. Le gala virtuel n'aura finalement attiré que 5 personnes*

> *L'Union européenne mobilise 150 milliards d'euros pour l'Afrique (MàJ : Les détails du plan dévoilés)*

Rappel

“La France est à l’euro près”, prévient le ministre de l’Economie Bruno Le Maire avant d’annoncer que le gouvernement va créer 5.900 places d’hébergement dédiés aux réfugiés et aux demandeurs d’asile et leur allouer 2 milliards d’euros